

**ICADE SA**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EMISSION  
D' ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DE VALEURS MOBILIERES DONNANT  
ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE RESERVEE AUX ADHERENTS D'UN  
PLAN D'EPARGNE D'ENTREPRISE**

**(Assemblée générale mixte du 24 avril 2020 – 24<sup>ème</sup> résolution)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES ET/OU DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE RESERVEE AUX ADHERENTS D'UN PLAN D'EPARGNE D'ENTREPRISE**

**(Assemblée générale mixte du 24 avril 2020 – 24<sup>ème</sup> résolution)**

**ICADE SA**  
27, rue Camille Desmoulins  
92445 Issy-les-Moulineaux

A l'assemblée générale de la société Icade SA

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise ou de groupe établis par la société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce et de l'article L. 3344-1 du code du travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximum de l'augmentation de capital susceptible de résulter de cette émission ne pourra excéder 1% du capital dilué au jour de la présente assemblée générale, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises au titre de la 22<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée.

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

**ICADE SA**

*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise  
Assemblée générale mixte du 24 avril 2020 – 24<sup>ème</sup> résolution*

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Fait à Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 1<sup>er</sup> avril 2020

Les commissaires aux comptes

**MAZARS**

\_\_\_\_\_  
GILLES MAGNAN  
\_\_\_\_\_

**PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT**

ERIC BULLE  
\_\_\_\_\_